La Proposition

Inviato da Administrator

Pour rÃ©aliser cet objectif, nous proposons la constitution dâ€™un â€œParlement du mondeâ€•. Un tel parlement devrait Ãªtre tous les citoyens du monde au moyen dâ€™Ã©lections rÃ©guliÃ¨res. Les candidats devraient Ãªtre choisis parmi des personnes qui se sont concrÃ¨tement distinguÃ©es â€“ câ€™est-Ã -dire Ã travers leur oeuvre dans le domaine social, politique, sanitaire, religieux, Ã©ducatif et culturel â€“ dans les divers pays dans lesquels ils ont vÃ©cu et dans lesquels ils oeuvrent, abstraction faite de leur nationalitÃ© dâ€™origine. Chaque pays devrait Ã©lire un nombre de reprÃ©sentants proportionnel au nombre de s habitants.
Les candidatures devraient Ãªtre libres, et proposÃ©es par des associations de citoyens. Les parlementaires du monde devraient ensuite Ã©lire â€“ un â€œConseil des dixâ€• avec des fonctions uniquement administratives et de gestion.
Le â€œParlement du mondeâ€• devrait avoir une fonction uniquement consultative portant sur des problÃ¨mes Ã©thiques, socia et politiques concernant lâ€™intÃ©rÃªt de lâ€™humanitÃ© dans son ensemble, et pourrait Ãªtre interpellÃ©, sur de tels sujets, p moins un tiers des parlementaires de chaque pays, ou par les reprÃ©sentants mÃªmes des pays membres auprÃ¨s de lâ€™assemblÃ©e des Nations Unies,
Le â€œconseil des dixâ€• aurait pour fonction dâ€™accueillir les demandes y parvenues et dâ€™envoyer les questions Ã chac membres du â€œParlement du Mondeâ€•, lesquels, en continuant Ã exercer normalement leurs activitÃ©s dans les pays respectifs, devraient rÃ©pondre au conseil par e-mail dans des dÃ©lais relativement brefs.
Le conseil mÃªme se chargerait ensuite dâ€™envoyer les rÃ©ponses fournies (en les indiquant aussi en pourcentage) Ã ceux qui auraient demandÃ© un avis, et mÃªme de rendre publique la rÃ©ponse par le biais des mÃ©dias.
â€œLe Parlement du mondeâ€• Ã©tant un organe uniquement consultatif et dÃ©pourvu dâ€™un quelconque pouvoir politique e son activitÃ© ne pourrait pas courir le risque dâ€™entrer en conflit avec dâ€™autres activitÃ©s et dÃ©cisions des Nations Unie Etats membres: celui-ci devrait uniquement Ãªtre une rÃ©fÃ©rence Ã©thique et devrait Ãªtre interpellÃ© seulement Ã propos de sujets ayant un intÃ©rÃªt effectif pour lâ€™humanitÃ©.
â€œLe Parlement du mondeâ€• devrait se rÃ©unir â€“ dans des lieux diffÃ©rents â€“ en sÃ©ance plÃ©niÃ¨re une fois par an de favoriser la connaissance rÃ©ciproque entre ses membres et pour rÃ©diger un rapport relatif au programme sur lâ€™Ã©tat du monde. Le â€œConseil des dixâ€•pourrait ensuite le convoquer en sÃ©ance extraordinaire pour discuter des situations particuliÃ¨rement graves, qui nÃ©cessitent, Ã savoir de lâ€™avis mÃªme du â€œ Conseil des dixâ€•, un prononcÃ© urgent et a de la part du parlement.
DÃ¨s sa premiÃ¨re convocation le â€œParlement du mondeâ€• devrait rÃ©diger une â€œCharte des valeursâ€• cohÃ©rente ave sâ€™inspire â€œLâ€™organisation des Nations Unies", de maniÃ¨re Ã dÃ©finir et Ã pouvoir mieux communiquer les buts et le son action.
Le coÃ»t de lâ€™organisation du â€œ Parlement du mondeâ€•- trÃ¨s modeste, en ce quâ€™il est limitÃ© au salaire du conseil couverture de gestion, ainsi quâ€™au remboursement des frais des parlementaires pour leur participation au projet â€“ devrait Ãªtre supportÃ© par les Nations Unies, qui devraient aussi constituer le premier et incessible sponsor de lâ€™initiative.
Dans le cas oÃ¹ certains pays ne voudraient pas participer au projet, seuls les parlementaires dÃ©lÃ©guÃ©s par les pays qui dÃ©sirent adhÃ©rer Ã ce projet y prendraient part, avec toujours la possibilitÃ©, pour ceux qui nâ€™y auraient pas initialement adhÃ©rÃ©, de le faireÂ Ã un moment successif, ou bien aux Ã©lectionsÂ successives, qui devraient se dÃ©rouler rÃ©guliÃ¨re tous les 5-7 ans.
Toutes les Ã©lections devraient se dÃ©rouler aux frais des Etats adhÃ©rents et devraient Ãªtre contrÃ´lÃ©es par des personnes mandatÃ©es par lâ€™ONU, qui pourrait dans tous les cas dÃ©cider dâ€™offrir sa propre contribution Ã©conomique et son prop support logistique pour lâ€™organisation des Ã©lections dans les pays au sein desquels les gouvernements en feraient la demande.